

Ça suffit !

Nous, les retraité·es,
nous nous sommes
battu·es.
Nous avons milité
pour plus de conquis.
La Sécu, elle est à nous.
Les services publics,
c'est notre bien commun.
La santé, la prévention,
c'est notre priorité.
On ne lâche rien,
ensemble, on continue
la lutte avec nos forces,
nos moyens
et nos convictions.

ENSEMBLE,
PASSONS DE LA PAROLE
AUX ACTES

SINDIQUÉZ-VOUS
À LA RETRAITE,
ON NE LACHE RIEN



union-confederale-retraites.cgt.fr



SOMMAIRE

2

Vive le programme du CNR

4

À bas le programme du CNR

5

Semaine bleue -
Nous la voulons rouge !

6

SPF - Journée de ouf à Paris

7

Au forum social,
elles et ils ont mis
de l'ambiance

Vive le programme du CNR

Le Conseil national de la Résistance (CNR) a sanctifié ce qui doit être l'intérêt premier d'un gouvernement au service des citoyennes et des citoyens: assurer non seulement une économie saine, une justice sociale, mais aussi la paix. Revenons sur quelques points.

4°) Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large, en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi.

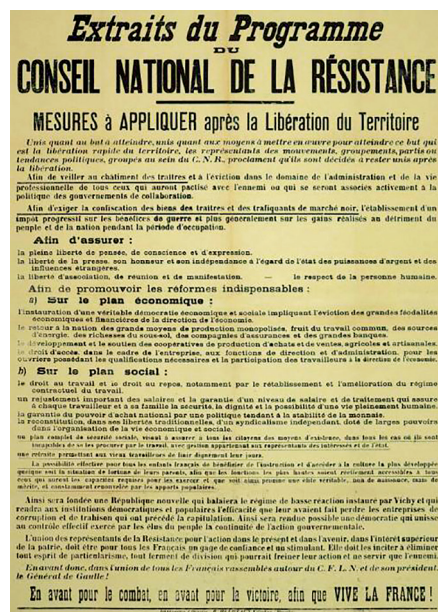
5°) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;
- l'intensification de la production nationale, selon les lignes d'un plan arrêté par l'État, après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- un réajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du Blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ;
- une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.



source : advr.fr

- La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction instauré par Vichy, et rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, toutes formes de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

Fin de citation

ET D'AUJOURD'HUI ?

La Sécurité sociale, les statuts de la SNCF, d'EDF, la nationalisation de grands groupes industriels, de banques, le statut général des fonctionnaires, sont, entre autres, la concrétisation du programme du CNR.

Il est bien sûr nécessaire d'actualiser et de rajouter, comme éléments essentiels, de nouveaux droits pour les femmes et surtout pour la défense de la planète, pour la paix partout dans le monde et des actes forts pour la maîtrise des armes et la fin des armes nucléaires.

Nous sommes à l'heure où l'écologie est un prétexte à la culpabilisation des consommateurs, et à la labellisation des grands groupes comme premiers défenseurs de la planète. La course aux profits ne porte aucun intérêt au réchauffement climatique : déforestation, pillage des sous-sols, énergies « vertes » mais surtout pas vertueuses.



Les membres du Conseil national de la Résistance autour de son président Georges Bidault (Démocrate-Chrétien).

Jacques Debû-Bridel (fédération républicaine et Républicains nationaux), Pierre Villon (Front National), Gaston Tessier (Confédération française des Travailleurs), Robert Chambeiron (secrétaire général adjoint du CNR), Pascal Copeau (Libération Sud), Joseph Laniel (Alliance Démocratique), Lecomte-Boinet (Ceux de la Résistance), Georges Bidault, André Mutter, Henri Ribière (Libération Nord), Daniel Mayer (Parti socialiste SFIO), Jean-Pierre Lévy (Franc-Tireur), Paul Bastid (Parti radical et radical-socialiste), Auguste Gillot (PCF), Pierre Meunier (secrétaire général du CNR) et Louis Saillant (CGT).

Le nouveau défi que représente l'Intelligence artificielle (IA), stockant et transférant des milliards de données, nécessite une énergie considérable. L'expansion de l'IA pourrait accélérer les dommages écologiques et aggraver le changement climatique. Et ce n'est pas la seule raison d'avoir des actes forts pour le contrôle de l'IA qui est au service et aux mains de grands groupes.

La montée en puissance du numérique, qui pourrait, qui devrait être un plus pour la vie des citoyennes et des citoyens, est dévoyée par le contrôle exclusif des géants du numérique : les Gafam que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Nous avons toutes les raisons de nous mobiliser. Rien ne nous a été donné, ce sont les luttes qui ont permis de mettre la pression sur le pouvoir politique pour de nouveaux droits.

Ensemble, attentifs, convaincus que cela doit changer, construisons et reconstruisons ce monde pour nous, pour nos enfants et les générations futures.

MIREILLE PAUME

À bas le programme du CNR

« À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambiteux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! », Denis Kessler (Challenges du 4 octobre 2007).

Ce que dit Denis Kessler, en 2007, n'est que le produit des réflexions déjà menées, dès le lendemain de la Libération, par des élites qui sont tout acquises au plan de redressement économique, dit Plan Marshall.

Décomplexé, Denis Kessler fut président de la Sécurité sociale et patron du groupe Axa avec comme unique objectif, récupérer pour le seul bénéfice des groupes financiers et assurantiels les profits juteux et la manne que représentent les budgets de la Sécurité sociale. Comment, quand on est des grands patrons, peut-on accepter que des budgets de plusieurs milliards d'euros échappent à notre rapacité ?

LE LOUP DANS LA BERGERIE

Son mandat n'a jamais été de diriger cet organisme pour le rendre encore plus performant. Loin de là. Laisser au patronat le poste de président, c'est faire rentrer le loup dans la bergerie. Avec la complicité de gouvernements successifs, lui et ses amis ont contribué à nous spolier.

Il aura fallu plusieurs décennies et des réformes de plus en plus contestées pour que se dévoile, enfin au grand jour, la stratégie d'un gouvernement entièrement dévoué aux marchés financiers, pour que le rêve de Denis Kessler prenne forme dans sa réalité la plus brutale.

Le projet de budget de l'État de François Bayrou n'est, point par point, que la finalisation d'une poli-

tique menée par les gouvernements successifs pour détruire tout le programme du CNR.

Est-ce l'élection de Donald Trump, la montée en force des idées extrémistes en Europe et dans le monde qui permettent aux politiques de notre pays de proclamer, haut et fort, la fin de la France sociale ? C'est-à-dire la fin de la Sécu, des services publics, pour revenir à un État dont seules les fonctions régaliennes seraient assurées. Une société inégalitaire, individualiste, basée sur la peur, la défiance, le chacun pour soi, baissant la tête et rejetant toute idée de changer le monde.

STOPPER LA CASSE SYSTÉMATIQUE

D'autant, qu'aujourd'hui, ce n'est pas une question de dette, de moyens financiers et encore moins de production. 211 milliards d'aides aux entreprises sans contrepartie, des plans de licenciements, de délocalisations dans le seul but de rentabiliser des investissements financiers, on peut stopper cette casse systématique. Tout est là pour faire que, demain, nous ayons une France et une Europe qui retrouvent toutes les valeurs qui ont permis de redresser économiquement et socialement des pays détruits par la guerre.

Les forces vives sont là, les usines les commerces, les moyens de transport, les innovations technologiques. Il ne reste plus qu'à se mobiliser pour mettre dehors les rapaces qui pillent nos richesses, celles du monde.

Une justice sociale, une justice fiscale, une juste répartition des richesses créées par le travail, c'est possible et c'est nécessaire.

Un jour, dans un climat de peur, d'incertitude, des femmes et des hommes ont dit : ça suffit ! Et ils ont construit un avenir pour toutes et tous.

Rassemblons les retraité·es, là où ils vivent, pour reprendre et défendre notre bien commun, nos conquises.

CATHY TRAN-PHUNG CAU ET MIREILLE PAUME



source : cgt.fr

ÉCRIVONS LA SUITE
DES JOURS
HEUREUX

SEMAINE BLEUE

Nous la voulons rouge !

La semaine nationale des retraité·es et personnes âgées se tient du 6 au 12 octobre. C'est ironique, quand on y songe. On aurait pu croire qu'elle avait commencé le 15 juillet avec les annonces de François Bayrou.

A-t-il vraiment valorisé la place des seniors dans notre société ? Lui et ses ministres, le Medef et tous ceux qui pensent que les retraité·es sont des irresponsables qui abusent. La semaine bleue, organisée par le gouvernement qui a supprimé le ministère chargé des personnes âgées, est un enfumage, masquant la réalité de leurs politiques de casse.

SEMAINE DE LA DUPLICITÉ

On fête, sans complexes, ces personnes « *improductives* » portées aux nues, oubliant bien vite que, quelques semaines plus tôt, les mauvais coups sont tombés comme des giboulées sur leurs droits. Oui, il faut valoriser leur capacité de résistance, d'abnégation, mais aussi leur persévérance et leur ténacité.

Fleurissent sans complexe les affirmations les plus élogieuses : les forces vives des territoires ; des citoyennes et des citoyens impliqués dans la commune, la cité, la ville ; les piliers du monde associatif, sportif, des aidant·es pour les petits-enfants, les parents plus âgés, les conjoint·es.

SANS EUX, COMMENT FAIRE ?

Comment allons-nous faire, lorsque la génération future des retraité·es aura déjà, au minimum, 67 ans au lieu de 60 ?

Comment allons-nous faire quand le travail qui est de plus en plus un lieu d'anxiété, d'angoisse et de mal-être aura créé une génération de retraité·es tellement fatiguée, malade que leur place au sein de cette société ne pourra plus être leur priorité ? Comment allons-nous faire quand leur revenu, leur retraite, leur pension auront tellement baissé que les choix pour continuer à vivre décemment ne pourront plus leur permettre de faire du bénévolat, qui est par essence gratuit, mais qui demande un investissement financier en termes de transport, d'internet, de dons ?

Comment allons-nous faire pour continuer à solliciter les retraité·es quand tout le système de santé sera détruit, quand, à 67 ans, certain·es prendront le risque de continuer à travailler ?

Nous avons eu des Premiers ministres qui auraient dû comprendre cette population, car leur âge les place plus du côté de ceux qu'ils dénigrent que de celui du monde du travail. C'est une boutade,



tant leur travail ne peut en rien se comparer à ce que nous avons vécu, ni d'ailleurs leurs revenus par rapport à nos pensions. Leur modèle se situe plutôt du côté des rentiers, des profiteurs, de ceux qui touchent les dividendes et qui préfèrent fermer les yeux sur les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises et pointer du doigt les retraité·es.

PASSONS DU BLEU AU ROUGE

Pourquoi ne pas faire la semaine, le mois, voire l'année, des retraité·es pour valoriser tout ce qu'elles et ils ont apporté durant leur carrière ?

L'UCR-CGT revendique tout au long de l'année sur les piliers que sont la santé, les services publics, l'augmentation des pensions et retraites. Nous voulons que la place des retraité·es dans la société soit reconnue, valorisée, avec des actes, forts et pérennes, avec la reconnaissance qu'une retraite, une pension, c'est un droit acquis durement tout au long de la vie active.

La semaine bleue n'est pas le symbole de la reconnaissance, c'est le symbole de l'hypocrisie.

Nous exigeons que nos revendications soient prises en compte. L'été a été brûlant. L'automne, nous le ferons bouillonnant et combatif.

La semaine nationale des personnes âgées et des retraité·es est bleue. Nous la voulons rouge !

Rouge est la couleur de la colère, de l'enthousiasme et des exigences.

JEAN-MARIE BEKHOUCHE

OUBLIÉ·ES DES VACANCES

Journée de ouf à Paris !



Catherine Petit et Cathy Tran-Pung Cau ont représenté l'UCR-CGT à la journée des oubliés des vacances.

Le Secours populaire français organisait, le 28 août dernier, une journée pour les enfants oubliés des vacances.

À l'invitation de l'association de solidarité, l'UCR-CGT a pu partager le bonheur de ces filles et garçons venu·es de toute la France. Les oubliés·es des vacances ont eu la joie de bénéficier d'un moment privilégié, de sortir de leur cadre habituel, de pouvoir prendre le train, et visiter plusieurs lieux emblématiques de la Capitale.

Au-delà de cette initiative en direction des enfants, l'UCR y a vu peut-être le moyen d'avoir une journée pour les retraités·es oubliés·es des vacances. Quoi qu'en dise le gouvernement, la situation des retraités·es de notre pays n'est pas des plus florissantes et se dégrade d'année en année. Avec une perspective d'une année blanche (ou plutôt noire) pour 2026, beaucoup de nos concitoyen·nes sont contraint·es de faire des choix de vie, et pour celles et ceux qui le peuvent, de faire des économies pour leurs « vieux jours ».

Les vacances et la culture sont en général les premiers postes de dépenses sacrifiés. Les vacances ne sont pas abordables pour tout le monde. Pourtant, c'est, et cela reste, un moment privilégié pour relâcher la pression, même pour une journée, pour sortir de l'isolement, de la tristesse, pour renouer des contacts humains. Une journée n'est pas suffisante, mais c'est déjà beaucoup quand on n'a plus rien.

Pour les enfants, pour les familles, pour les personnes âgées... pour tous les âges, les actions du Secours populaire sont toujours accompagnées de revendications pour le mieux vivre, pour la dignité. Issue de la Résistance, cette association de solidarité a pour devise : *Tout ce qui est humain est nôtre. Et à l'UCR-CGT, cela nous va bien !*

CATHERINE PETIT

**Abonnez-vous
ou parrainez
un·e ami·e !**

Nom et prénom :

Adresse :

Dernière profession :

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (16€)
à Vie nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex*

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre

<https://union-confederale-retraites.cgt.fr>

Vie nouvelle
magazine de l'union confédérale des retraités cgt

Je lis

**BELLE
ET
REBELLE**

**Le média
qui
détonne**

16€*

***Offre réservée aux
nouveaux abonnés**

Au forum social, elles et ils ont mis l'ambiance

Pour la Fédération des Organismes sociaux, la Fête de l'Huma est incontournable. La bonne humeur et l'enthousiasme ont fait de ce stand un point de contact très apprécié.

Le stand, tenu et animé par des actifs-ves et des retraités-es, a connu un vif succès, chacun-e pouvant partager son expérience, son vécu, avec les visiteurs. Cela a permis de leur faire mesurer l'évolution des métiers, en lien avec la volonté des gouvernements successifs de démanteler la Sécurité sociale.

Avec un quiz sur la Sécu dont les réponses se devaient évidentes, il y a eu tout de même quelques surprises. Preuve que la méconnaissance de notre système de protection sociale est à prendre en compte dans nos débats. Ce qui nous paraît évident ne l'est pas pour tout le monde.

ENCLANCHER LA DISCUSSION

Le quiz a permis d'enclencher des discussions et de mettre en avant la cohérence des politiques pour opposer les employé-es et les assuré-es. Pouvoir s'expliquer sur la réalité du vécu des employé-es, au jour le jour, sur la perte du cœur de métier, cela fait du bien. Pouvoir exprimer la frustration subie face à des dirigeant-es qui ont oublié l'essence même des organismes de protection sociale, cela fait du bien.

Le combat, pour retrouver une Sécurité sociale digne de ce nom, n'est pas seulement de faire abroger les décrets scélérats de déremboursement. Il est aussi de redonner du sens au travail dans nos organismes.

On éloigne de plus en plus les usager-es des salarié-es, impliquant ainsi une perte de droits pour les un-es et une perte de connaissance pour les autres.

Être salarié-es d'un organisme social, c'est avant tout avoir un métier basé sur le principe de solidarité, d'aide et de conseils.

Ce sont aux employé-es de connaître le Code de la Sécurité sociale, de la Mutualité, et ce n'est pas aux prestataires ni aux outils informatiques de détenir le savoir.

PROBLÉMATIQUE DES MÉTIERS ET BESOINS DE LA POPULATION

La Fédération, dans ces résolutions, a voulu mettre au cœur des débats la problématique des métiers et les besoins de la population en matière de protection sociale.



Une équipe de militant-es à pied d'œuvre pour faire le lien entre salarié-es et usager-es des organismes sociaux.

Congrès des organismes sociaux: Résolution thème 2: Salariat, nos secteurs, nos métiers. (extrait)

(...) Quelles valeurs fondent le travail dans nos secteurs en regard de notre « 100 % Sécu » ? Quel sens donner à notre travail en lien avec ce que nous défendons dans le « 100 % Sécu ? » Quels métiers et conditions de travail pour assurer et garantir pour tous l'accès au « 100 % Sécu ? » Redonner du sens au travail, à partir de nos propres cadres, de nos références, nos valeurs, nos missions, nos engagements. Du sens retrouvé en fonction non pas d'objectifs de gestion, mais en fonction des besoins des populations et de la société. Remettre le salarié au cœur du système. Pour la CGT, seul le travailleur est expert de son travail. Redonner à nos professions leurs véritables valeurs d'utilité publique en promouvant la proximité de nos secteurs, au bénéfice de nos publics (...)

C'est tout l'intérêt d'avoir des liens forts et constructifs entre les actif-ves et les retraité-es pour mesurer comment on casse un outil de l'intérieur.

Aujourd'hui, il n'existe pas une profession où la valeur travail se décline pour le bien commun, où la continuité du savoir et du savoir-faire est un atout. C'est, au contraire, vécu comme une contrainte pour les employeurs.

C'est tout le danger de l'individualisme, de la perte du collectif.

Tous ensemble, on est plus efficace, on est plus solidaire.

Vive la Sécu !

**6 000 000,
c'est un
joli chiffre.
Pas un numéro.**



À l'aube de nos 65 ans, nous avons franchi le cap des 6 millions de sociétaires. C'est à Nolwenn S., notre nouveau sociétaire, que nous le devons. Merci à lui, mais aussi à nos 5 999 999 autres sociétaires d'avoir choisi la Macif : un modèle sans actionnaires, avec des prix justes et un service client toujours à vos côtés. Pour nous, vous ne serez jamais un simple numéro.



La Macif,
c'est **vous.**



* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.